

24 février 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-gabonaises et franco-africaines, à Libreville le 24 février 2010.

Monsieur le Président de la République, Mon Cher Ali,

Chers Amis,

Alors voilà que tu as repris une expression populaire française. Moi j'en connais une ici que l'on emploie dans les quartiers populaires : "On dit quoi ?". On dit : "On est ensemble !".

C'est en ami que je viens pour la troisième fois depuis mon élection dans ce lieu au nom symbolique de Cité de la Démocratie, d'abord transmettre au peuple gabonais le salut fraternel du peuple français.

Je viens à votre rencontre alors que votre pays a vécu, il y a six mois, dans le contexte douloureux de la disparition du président Omar Bongo Ondimba, quelques semaines seulement après celle de son épouse Edith, un moment fort de son histoire.

La solidité de vos institutions s'est alors trouvée mise à l'épreuve. Et comme toute grande échéance politique, l'élection présidentielle du 30 août 2009 a donné lieu à des débats animés. D'ailleurs, ceux qui connaissent mal l'Afrique - et ils sont nombreux - et ceux qui ne l'aiment pas - il en existe - quand il y a des débats, ils disent : " c'est grave ". Et quand il n'y a pas de débat, ils disent : "c'est pire" ! Quel est le choix pour l'Afrique ? Ces débats ont engendré des frustrations, des contestations, j'ai pu en juger moi-même.

Mais ce que l'Histoire retiendra avant tout, c'est que le peuple gabonais a témoigné, ce 30 août, d'une très remarquable maturité. Ce jour-là, grâce au peuple gabonais, le Gabon a confirmé son ancrage à la démocratie et franchi avec succès une étape essentielle de sa vie politique.

J'ai entendu certains jugements extérieurs au Gabon, je les ai trouvés injustes et déplacés. Et lorsque l'on voit ce qui se passe ou plutôt ce qui ne se passe pas dans d'autres pays, on peut dire que le Gabon n'a pas à rougir de la dignité de son peuple au moment où il a fallu assurer la succession du président Bongo.

Je veux d'ailleurs, Cher Ali, dire à Mme Rose Francine Rogombé combien la France veut rendre hommage à la qualité de son intérim.

Cette maturité démocratique, cette solidité des institutions, sont l'expression du sentiment d'unité nationale que vos prédécesseurs, Monsieur le Président, se sont attachés à forger depuis 50 ans.

Vous avez évoqué le nom du président Léon Mba, qui invitait ses compatriotes à "penser gabonais" et à l'époque, c'était d'une modernité extraordinaire. Ce qui paraît évident aujourd'hui était un acte visionnaire.

Son successeur - Omar Bongo Ondimba - avait le souci constant du dialogue, une volonté farouche de dépasser ce qui divise, de rapprocher et de rassembler, à l'intérieur du Gabon et à l'extérieur. Il n'aurait pas eu d'ailleurs l'aura internationale qui était la sienne s'il n'avait pas eu cette obsession du rassemblement.

Oui, avec Bernard Kouchner, avec Alain Joyandet, nous avons tenu à débiter ma visite en me recueillant ce matin, à Franceville, devant sa sépulture. Vous savez, mes Chers Amis, je n'aime pas trop cette attitude qui consiste à être très amis lorsque les gens sont au fait et à oublier lorsqu'ils ont des problèmes ou lorsqu'ils ne sont plus. C'est si fréquent dans la vie politique française et gabonaise que nul n'a à se donner des leçons, mais j'ai pensé que le président Omar Bongo Ondimba a été pour beaucoup dans l'unité du Gabon, a été pour beaucoup dans la solidité

Bongo Ondimba a été pour beaucoup dans l'unité du Gabon, a été pour beaucoup dans la solidité des institutions. Tout n'est pas parfait. Qui peut dire d'ailleurs que dans son mandat, dans son activité, dans son histoire, il n'y a que des réussites ? Mais il avait l'obsession de réconcilier les Gabonais, d'assurer votre unité et de poser des fondations solides. Cet homme était passionné du Gabon, passionné de l'Afrique. J'ai eu, comme beaucoup d'autres, de longues conversations avec lui et je considérais qu'il était respectueux pour le peuple gabonais et respectueux pour la mémoire de votre défunt président que d'aller nous incliner devant sa sépulture, parce que je sais qu'en Afrique, le respect, c'est une idée qui compte et les anciens ont une place qui fait d'ailleurs la grandeur de l'Afrique. Nous n'avons pas qu'à vous donner, nous avons à prendre chez vous et le respect dont vous entourez les plus anciens dans votre société, nous serions bien inspirés de retenir cette leçon de l'Afrique à toute l'Europe.

Monsieur le Président, votre projet, un Gabon prospère, créateur d'emploi, de richesses, un Gabon plus juste - c'est vous qui l'avez dit - dans lequel les fruits de la croissance seraient mieux répartis, ce projet-là, la France sera à vos côtés pour vous aider totalement et complètement car il y aurait une singulière incohérence à dire : "voilà dans quelle direction l'Afrique doit aller", mais surtout, nous nous contentons de dire et jamais d'accompagner. Moi, je souhaite que l'on dise un peu moins et que l'on accompagne un peu plus.

Alors, c'est un engagement que la France prend devant vous. Nous avons un long compagnonnage avec de grandes figures et de grands événements.

Jusqu'en 1960, il y a la colonisation. Le mot est prononcé. On ne résout aucun problème en ne parlant pas des problèmes, en n'évoquant pas les questions. Cette époque a eu sa part d'ombre, en Afrique et ailleurs. J'ai eu l'occasion de dénoncer les fautes et les crimes commis dans cette entreprise.

Mais dans cette ombre, il dut y avoir aussi plus de lumière qu'on ne croit, puisque au seuil de l'Indépendance certains de vos grands aînés ont souhaité la départementalisation. Heureusement, il en fut autrement, parce que vous aviez compris que si l'amitié est précieuse, la liberté, elle, est vitale. Et c'est ce choix qui fut celui de nos amis gabonais.

Depuis lors, notre dialogue s'est renforcé. Nous avons la complicité de la langue mais j'ai bien conscience, Cher Ali, que nous devons repenser la Francophonie, son organisation, sa signification. Si elle est tournée vers le passé, elle n'a aucun sens. Elle doit, la Francophonie, se tourner vers l'avenir, vers le concret, arrêter d'être en permanence d'un côté dans un droit qui n'existe pas, de l'autre, dans une forme d'amertume, de regret ou d'insatisfaction. Nous avons la langue en commun, nous avons une histoire en commun, nous avons une culture en commun et notre relation, tout au long du demi-siècle écoulé, ne peut être comparée à aucune autre.

Votre président a eu des mots forts. Eh bien, à moi d'essayer d'être à la hauteur des mots qu'il a eus. D'abord, je viens en ami, mais notre relation bilatérale n'est pas exclusive. La France, comme le Gabon ont diversifié leurs partenaires et c'est tant mieux. Il ne manquerait plus que le Gabon n'ait qu'un seul partenaire et que la France n'ait qu'un seul ami. Quel appauvrissement ! La notion de partenariat exclusif - et dès que vous discutez avec quelqu'un, on devrait s'en sortir blessé - c'est une idée qui n'a plus aucun sens et elle n'est pas conforme à l'amitié.

Moi, je veux le dire, il n'existe plus de pré-carré et je ne le regrette pas. Il n'existe pas plus de pré-carré en Afrique pour la France que d'électeurs en France qui seraient destinés à être opposés à nous ou à être favorable à nous de la naissance civique à l'arrêt du vote. Ce sont des conceptions d'un autre temps.

Il y a des relations objectives de refonder - puisque c'est ce qu'a dit le président - de refonder une relation privilégiée entre nos deux pays. Voilà les mots qui comptent à mes yeux. Refonder, oui, cela est un besoin : dépoussiérer, moins de mauvaises habitudes, des projets plus concrets. Une amitié privilégiée.

Cette refondation, nous souhaitons, le président et moi, qu'elle soit exemplaire.

C'est donc un nouveau contrat que je suis venu vous proposer, un nouveau contrat basé sur une relation décomplexée. Nous parlons d'égal à égal. Vous êtes un pays attaché à votre indépendance, nous aussi. Vous êtes un pays moins nombreux en démographie, moins puissant économiquement. Il n'en reste pas moins que quand nous parlons, nous devons parler d'égal à

égal. Avec un partenariat stratégique.

Ce partenariat stratégique, je souhaite qu'il regroupe tous les domaines. D'abord celui du dialogue politique. Oui, Monsieur le Président, le Sommet de Copenhague fut votre premier grand sommet international. On peut dire que vous avez été gâté. Ce fut une exposition de tout ce qu'il convenait de ne pas faire, vous avez pu le voir en une fois. Mais vous avez joué un rôle puisque vous étiez dans le groupe des Vingt-huit qui a travaillé toute la nuit. Et à ce moment-là, il ne s'agissait pas de savoir si le Gabon était plus petit, ou pas, que la France. Il y avait le Gabon, la France et l'ensemble des pays d'Afrique qui se battaient pour que Copenhague ne soit pas un désastre et que l'Afrique ne soit pas sacrifiée, parce que quelques grands émergents avaient voulu ne pas faire l'effort nécessaire pour que l'Afrique bénéficie de la solidarité à laquelle elle avait droit. Donc, oui, un dialogue politique avec ce Gabon, membre du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est la première chose que je suis venu vous proposer. Travaillons ensemble, main dans la main. Vous pouvez nous amener beaucoup.

Je souhaite également évoquer les questions de sécurité et de défense. La présence militaire française sur le continent africain, repose toujours sur des accords conclus il y a maintenant cinquante ans, dans un contexte radicalement différent puisque c'était le contexte de la décolonisation et de la guerre froide, où chacun était sommé de choisir son camp. Ce contexte a totalement changé.

Nous avons l'accord du 17 août 1960, sur le 6ème BIMA, qui est un élément majeur de notre coopération militaire. Et je sais parfaitement que nous sommes à vos côtés en République centrafricaine où elle assure le soutien de la MICOPAX, que pilote le Gabon.

Je souhaite que nos accords de défense soient maintenant d'une totale transparence. Il n'y a pas à accepter le secret en la matière. L'accord que nous signons sera déposé sur les bureaux de nos deux parlements & ces accords seront publiés et il n'y aura pas de clause secrète. Nous sommes ici parce que vous le souhaitez, nous avons un travail pour aider à la formation de vos forces armées. Nous voulons travailler dans la transparence, dans l'équilibre, main dans la main avec vous. Voilà ce que nous souhaitons faire, ni plus, ni moins. Et il n'y a rien à cacher et cette transparence doit permettre d'en finir avec les clichés, les fantasmes et les procès d'intention. Et franchement, Monsieur le Président, que le premier accord que nous signons soit avec le Gabon montre que ce que vous dites, vous le faites. Je soutiens, par ailleurs, sans réserve la participation du Gabon à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives.

J'ai beaucoup apprécié ce que vous avez dit lorsque vous avez dit : "il faut arrêter de mettre nos manquements - pour reprendre vos expressions - sur le dos exclusif des autres". Des manquements, chacun d'entre nous en a dans son histoire et dans son présent. Mais les manquements, c'est à chacun d'entre nous de faire le ménage chez nous. C'est comme cela que l'on construira un avenir pour chacun de nos peuples. Et que vous le disiez cinq mois après votre élection, renforce le sentiment que j'ai pour vous.

Il y a la question migratoire. Nous avons un accord du 5 juillet 2007. Nous avons quelque 3.000 étudiants gabonais en France qui ont la possibilité de séjourner dans notre pays pour y acquérir, après l'obtention de leur diplôme, un complément de formation. Je le dis comme je le pense, nous sommes prêts à accueillir davantage d'étudiants gabonais, cela ne pose pour nous aucun problème, à la condition que les étudiants gabonais qui bénéficient d'une bourse comprennent que l'objectif du Gabon, c'est que ses élites reviennent au pays pour participer au développement de ce pays. Sinon, cela ne peut pas marcher.

Vous aider à former vos jeunes, nous sommes d'accord. Leur permettre d'avoir une première expérience professionnelle, nous sommes d'accord. Mais nous ne voulons pas piller les élites de l'Afrique et je le dis comme je le pense, il n'est pas normal qu'il y ait en France plus de médecins de tel ou tel pays africain que dans tel ou tel pays dont ces médecins viennent, ces pays ayant besoin de leurs élites. Dire cela, c'est souhaiter un partenariat équilibré avec l'Afrique.

Nous allons le compléter par un accord sur les échanges de jeunes professionnels entre la France et le Gabon, qui permettra à des jeunes d'aller acquérir dans l'autre Etat une expérience professionnelle dans une totale égalité de traitement. Totale égalité de traitement puisque nous

validons les formations d'un côté comme de l'autre. Commençons par une centaine, ayons des objectifs qui nous permettent d'aller beaucoup plus loin. La seule condition que nous posons, c'est l'établissement d'une coopération renforcée dans la lutte contre l'immigration clandestine. Nous n'avons pas à tolérer ces réseaux d'esclavagistes des temps modernes qui profitent de la misère humaine pour gagner de l'argent sur leur dos.

Par ailleurs, Monsieur le Président, la France entend très concrètement accompagner votre ambition autour du "Gabon vert", du "Gabon industriel" et du "Gabon des services". Je trouve que ce plan est parfaitement cohérent, nous allons nous engager dans la préservation de votre environnement. Nous sommes totalement impliqués au soutien de vos légitimes propositions. Je le dis, quand le Gabon gère de façon durable sa forêt, le Gabon rend service à la planète toute entière. Il doit donc être aidé financièrement pour le service qu'il rend à la planète toute entière. Les pays comme le vôtre qui gèrent la forêt - et la forêt du bassin du Congo, c'est la deuxième forêt du monde derrière l'Amazonie - vous ne pouvez, seuls, être tenus responsables financièrement, même si votre souveraineté est la vôtre, de l'exploitation durable de vos forêts. Le 11 mars prochain, à Paris, je compte sur le soutien du Gabon pour que nous puissions créer avec les autres pays forestiers, le mécanisme REDD+ qui assurera la rémunération du service que le Gabon rend à la planète.

Lors de ma première visite au Gabon, nous avons convenu avec votre prédécesseur la conversion de dette de 60 millions d'euros, les premiers projets sont en cours d'instruction. Nous allons implanter au Gabon, pour 9 millions d'euros, une station satellitaire, implantée au Gabon, qui permettra, avec le concours du Brésil - premier pays forestier - , d'assurer, le suivi de l'évolution du couvert forestier dans la région et l'évaluation périodique du stockage de carbone. Nous avons choisi le Gabon pour l'implantation de cette station satellitaire.

Et nous travaillerons dans d'autres secteurs, l'agriculture, les infrastructures, l'éducation, la formation professionnelle. A l'issue de cette cérémonie, nous allons signer quatre conventions pour un total de 86,5 millions d'euros, qui constituera une illustration supplémentaire de notre engagement. Cette démarche ne relève pas de l'assistanat. Elle est un investissement dans notre avenir commun.

Enfin, l'Afrique, c'est bientôt un milliard d'habitants. Il y en a plus de la moitié qui ont moins de dix-sept ans. Il y a entre l'Afrique et l'Europe douze kilomètres de bras de mer par le détroit de Gibraltar. La question de votre développement est vitale pour vous mais elle l'est tout autant pour l'Europe. La faillite de l'Afrique sera un drame pour l'Europe. Nos destins sont liés, voilà pourquoi je souhaite que nous vous aidions.

Bien sûr, les Etats généraux de l'éducation sont une priorité. Nos universités vous sont ouvertes et je pense également que nos formations françaises doivent se délocaliser de façon à vous aider au même titre que ce magnifique Centre international de Recherches médicales de Franceville, que j'ai visité avec vous ce matin. Je me demande si même les Gabonais ont conscience de l'importance de ce qui s'y passe. Vous êtes pionniers dans la recherche sur certaines maladies virales, le travail sur certains virus. Ce qui prouve qu'à partir du moment où il y a une volonté politique, un travail en commun, l'Etat gabonais, l'Etat français, une société comme Total implantée au Gabon, on peut avoir l'excellence mondiale en Afrique et chez vous.

Alors, je sais bien que beaucoup repose sur les opérateurs économiques. Je remercie d'ailleurs l'importante délégation économique qui m'accompagne. Je ferai tout pour encourager l'accroissement des flux d'investissements français au Gabon. Je voudrais surtout, Monsieur le Président, que nous sortions du petit jeu actuel qui consiste, pour les uns, à se plaindre que les entreprises n'investissent pas assez, pour les autres, à se plaindre que le cadre juridique, financier et fiscal ne soit pas assez stabilisé. Avec ce truc là, tout le monde est content, on ne sait jamais qui dit la vérité. La seule chose qui est sûre, c'est qu'il y a de la vérité des deux côtés et que cela pénalise tout le monde, voilà. Nous allons donc créer "Conseil franco-gabonais des affaires" qui va se réunir tous les trimestres et qui permettra de faire concrètement le point sur les faiblesses d'un côté comme de l'autre pour construire un partenariat gagnant-gagnant qui est celui que vous avez choisi.

Il y a 160 sociétés françaises, 10 000 salariés. Tous vos grands projets d'infrastructure sont

Il y a 100 sociétés françaises, 10.000 salariés. Tous vos grands projets d'infrastructure sont suivis par les groupes français. Mais, mes Chers Amis, il faut que je dise un mot très franc aussi. Il y a une concurrence accrue. Je ne m'en plains pas et je le dis aux industriels français. Je ne m'en plains pas parce que la concurrence dans l'économie de marché vous oblige, vous les entreprises françaises, à donner le meilleur de vous-même. Quand il n'y a pas de concurrence, on ne donne pas le meilleur de soi-même. Et d'ailleurs, la concurrence ne vaut pas que pour la politique, elle vaut aussi pour l'économie. Au nom de quoi dire que la démocratie c'est bien, bien sûr, que la concurrence est nécessaire, bien sûr, cela ne me choque pas qu'il y ait une concurrence accrue.

Il y a une deuxième raison pour laquelle cela ne me choque pas. C'est parce que les industriels et les entreprises françaises ont souvent été les premières sur votre territoire à s'intéresser à vous à un moment où peu de monde s'intéressait à vous. Mais le fait que d'autres viennent, des Américains, des Chinois, moi, je ne m'en plains pas. Et vous savez pourquoi je ne m'en plains pas ? Parce que cela prouve que l'Afrique a un avenir, parce qu'il est certains pays qui n'investiraient pas ici s'il n'y avait pas d'avenir ici, puisqu'ils n'ont pas la même histoire commune. Cela prouve donc que les industriels français ont eu raison de venir les premiers. La seule chose que je veux dire, c'est que la concurrence doit être à arme égale.

La deuxième chose que je veux dire, c'est que beaucoup a été fait notamment par la France, pour désendetter l'Afrique et je le dis dans un pays qui a une dette faible et qui a un excédent budgétaire : attention à ne pas ré-endetter l'Afrique alors que l'on s'est donné beaucoup de mal pour la désendetter, cela ne serait pas un service à rendre à l'Afrique.

Enfin, j'ai beaucoup écouté ce que vous avez dit, Monsieur le Président, sur la création de valeur ajoutée au Gabon. Je l'ai vu notamment dans cette magnifique entreprise que nous avons visitée cet après-midi dans l'exploitation du bois. C'est normal que vous souhaitiez la transformation sur place des richesses locales, je pense au bois, on pourrait parler également du manganèse. Personne ne peut vous le reprocher, simplement, je vous demande d'être attentifs à ce que les périodes de transitions ne soient pas trop brutales, pour encourager d'autres investisseurs à venir. Il faut bien parler de tous les problèmes.

Mais, je veux être honnête aussi. Si j'étais à votre place, avec la richesse que représente la forêt, pendant longtemps, d'ailleurs, le peuple gabonais n'a pas perçu l'importance de cette forêt. Pendant longtemps, vous vous êtes dits : "le tourisme, c'est pour le Kenya, c'est pour les pays de la grande savane, ce n'est pas pour les pays à forêts". Cela fait peu de temps que vous vous rendez compte que la forêt peut être une richesse en matières premières, mais elle peut être également un lieu fantastique pour le tourisme. Et, bien sûr que personne ne peut vous reprocher, bien au contraire, de vouloir que le maximum de ces richesses soient exploitées sur place, transformées sur place, pour créer une industrie dont vous avez besoin. Je me bats pour l'industrie française, je me bats pour que des usines restent en France. Au nom de quoi devrais-je contester la même ambition pour vous, amis du Gabon, pour vos jeunes, car naturellement, s'il n'y a pas d'industrie, où trouveront-ils, à l'avenir, un emploi ? L'économie de rente n'est suffisante pour personne, dans aucun cas de figure.

Je voudrais également vous dire que la compagnie ERAMET répondra présente sur un grand nombre de projets. Le groupe Rougier, je viens d'en parler. En tout cas, je le dis aux entreprises françaises, vous pouvez compter sur l'appui du gouvernement français pour développer vos projets au Gabon.

Je le dis parce que je sais également qu'il y a le problème des banques, au Gabon aussi. Parce que les banques installées au Gabon, il faut qu'elles contribuent davantage au financement de l'économie gabonaise. Et oui, je comprends bien, parce que si les banques installées au Gabon, c'est simplement pour recevoir les fonds et que les fonds restent ici le temps qu'ils soient transférés à Paris ou aux centres, on ne peut pas prêter de l'argent aux PME et aux entreprises. Nous allons signer un protocole d'accord dès aujourd'hui entre la banque gabonaise et l'AFD et nous mettrons un programme de mise à niveau comparable à ceux qui ont fait leurs preuves dans les pays émergents pour que vos entrepreneurs aient davantage accès au financement. Mes Chers Amis,

Vous avez vu que je ne me suis pas strictement tenu à mon discours, parce que j'aime l'Afrique. J'aime l'Afrique parce que c'est sans doute l'un des continents à travers le monde frappé de tant de difficultés et de drames qui donne une leçon au monde par sa force de vie, par votre capacité à surmonter toutes ces épreuves.

L'Afrique est la jeunesse du monde. Je n'appartiens pas à la génération de la colonisation, je n'en ai donc pas les réseaux, même si j'ai lu des livres d'histoire, mais je n'en ai pas non plus les complexes. C'est pour cela que je viens parler franchement avec vous. Je suis sensible à l'accueil qui m'a été réservé. Je suis sensible à l'espérance que représente pour un pays comme le vôtre tout ce que vous venez de vivre. Et, je veux que vous compreniez que la France fera tout pour être à la hauteur de ces espérances.

Je veux également vous dire les choses du fond de mon cœur. J'ai une grande confiance dans votre président, mais je défie quiconque de penser ou de pouvoir démontrer que la France avait un candidat lors de la dernière élection présidentielle. Ceux qui disent cela ne connaissent pas l'Afrique et ne connaissent pas la France.

Nous travaillons avec ceux que vous avez choisi. Il se trouve que je travaille avec grand plaisir et beaucoup de facilité avec votre président. Mais ma façon de vous respecter, c'est de vous laisser choisir, de la même façon, quand il y a des élections en France, on ne vous demande pas de choisir. De la même façon, j'aurai un jour un successeur et l'histoire du Gabon et de la France survivra, dépassera - et c'est bien ainsi - la personnalité du président français d'aujourd'hui. Il faut inscrire ses relations entre le Gabon et la France dans la durée, avec humilité, avec détermination et surtout, que chacun comprenne qu'on peut se parler en confiance, qu'il n'y a rien sous le tapis, qu'il n'y a pas de difficulté, qu'il n'y a pas de sujet tabou. C'est cette relation décomplexée, c'est ce nouveau partenariat que je suis venu vous proposer et croyez le bien, si j'ai voulu venir si tôt après l'élection du président, c'est parce que j'avais conscience qu'il fallait aller vite, parce que la jeunesse du Gabon, parce que le peuple du Gabon, ils ne veulent pas attendre, ils veulent espérer et ils veulent croire en l'avenir.

Vive le Gabon, vive la France, vive l'amitié entre le Gabon et la France.